

# IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA CRISE

# PAYS DE LA LOIRE

Les mesures mises en place en France et plus généralement dans le monde pour contenir l'épidémie de coronavirus ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement des différentes économies. Au 7 mai 2020, alors que la France est dans sa huitième et dernière semaine de confinement, et qu'un déconfinement progressif est programmé à partir du 11 mai, l'activité économique française serait globalement en baisse de 33 % par rapport à une situation normale

## 33% PERTE D'ACTIVITÉ DANS LES PAYS DE LA LOIRE

Loire-Atlantique et Sarthe : - 34 %

Vendée : - 33 %

Maine-et-Loire et Mayenne : - 32 %

### DES SECTEURS SPÉCIFIQUES TRÈS IMPACTÉS :

- Construction
- Fabrication de matériels de transports ou de matériels électriques

### DES SECTEURS QUI S'EN SORTENT MIEUX :

- Agriculture
- Industrie agro-alimentaire

(Encadré méthodologique 1)

## CHUTE DES TRANSACTIONS PAR CARTE BANCAIRE DONC DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

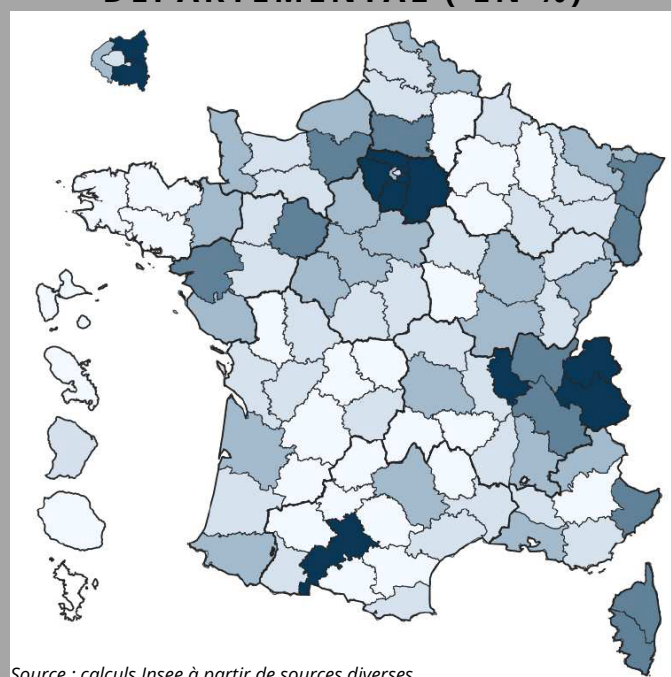
**- 38 %** recul des transactions par carte bancaire lors de la mise en place du confinement

**+ 9 %** hausse des transactions : stockage par anticipation de pénuries

Dans les 5 semaines qui suivent le confinement, entre - 40 % et - 50 % de dépenses par rapport à 2019

(Encadré méthodologique 3)

### ESTIMATION DE L'IMPACT ÉCONOMIQUE DÉPARTEMENTAL ( EN % )

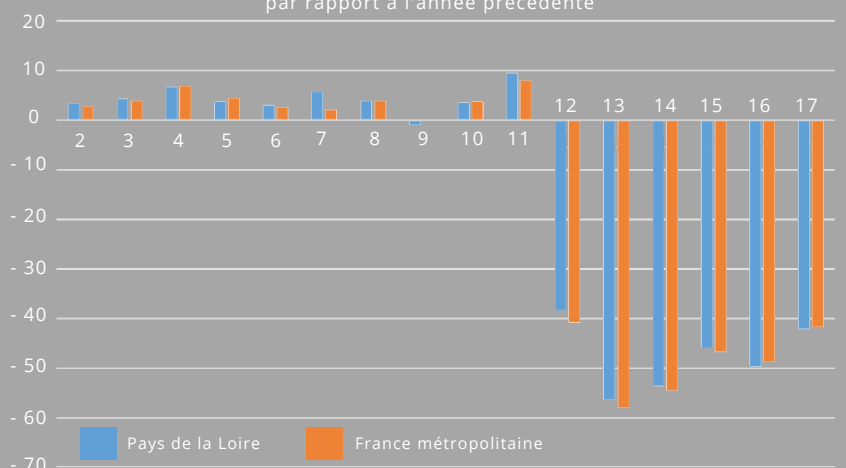


Source : calculs Insee à partir de sources diverses.

- 35,4 - 33,7 - 32,1 - 30,5



### Nombre hebdomadaire de transactions par carte bancaire par rapport à l'année précédente



Source : Cartes Bancaires CB



**1 259 800**  
SALARIÉS  
(HORS INTÉRIMAIRES)



**716 200**  
EXERCENT DANS UN SECTEUR  
FORTEMENT OU TRÈS  
FORTEMENT IMPACTÉ PAR LE  
RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE



**SOIT**  
**56,8 %** DES SALARIÉS

LE RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE  
CONCERNE ÉGALEMENT



**107 500**  
PERSONNES NON-SALARIÉS  
(sur 164 000, soit 65.5%)

(Encadré méthodologique 2)

**EN PARTICULIER :**

**309 400**

SALARIÉS

**64 300**

NON-SALARIÉS

**48 400**

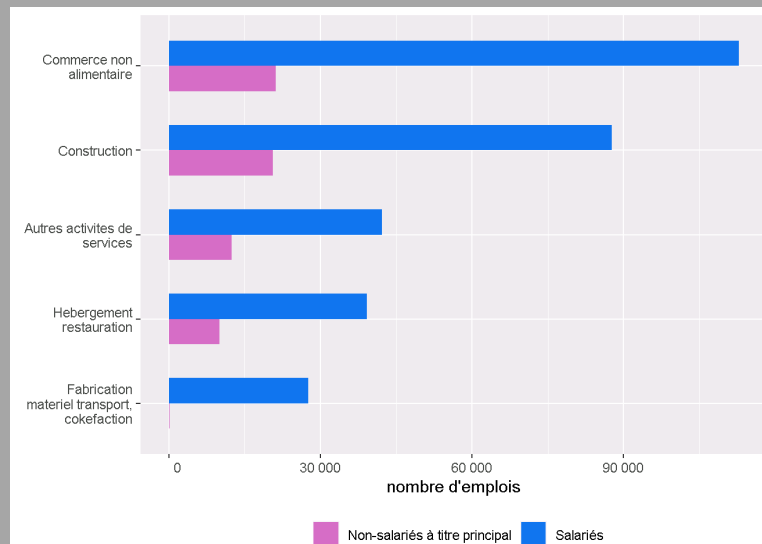
INTÉRIMAIRES

EXERCENT DANS UN SECTEUR TRÈS  
FORTEMENT IMPACTÉ

## RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR SECTEUR POUR LES PLUS IMPACTÉS

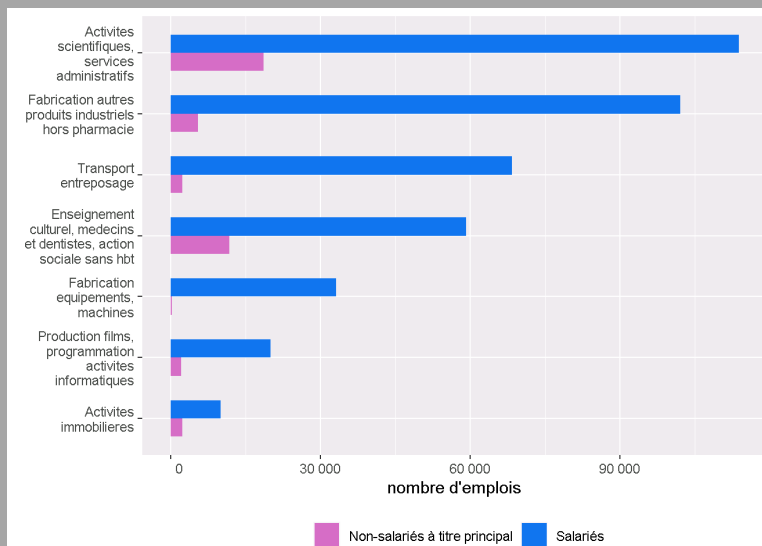
Nombre d'emplois occupés par secteur, dans les  
secteurs les plus impactés

### SECTEURS TRÈS FORTEMENT IMPACTÉS



*Lecture : dans les Pays de la Loire, 112 800 salariés et 21 200 non-salariés à titre principal travaillent dans le secteur du commerce non alimentaire, réparations d'automobile et de motocycles, secteur très fortement impacté, c'est-à-dire dont l'activité est réduite d'au moins deux tiers.*

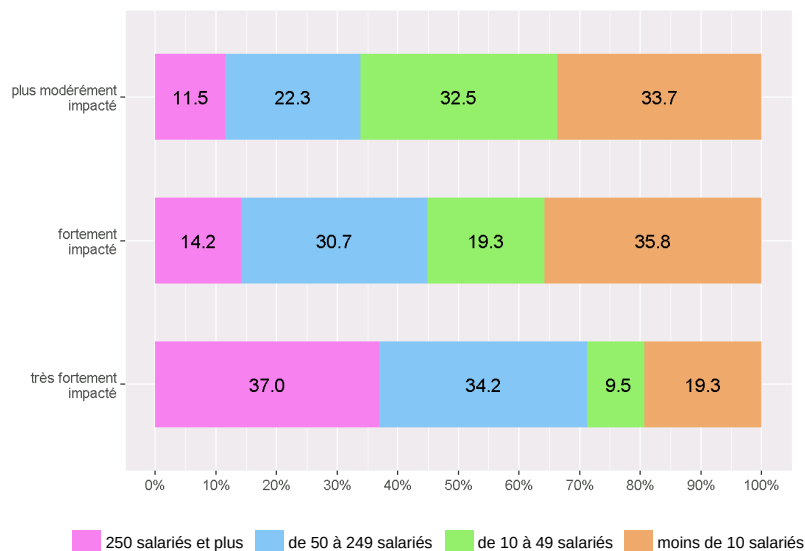
### SECTEURS FORTEMENT IMPACTÉS



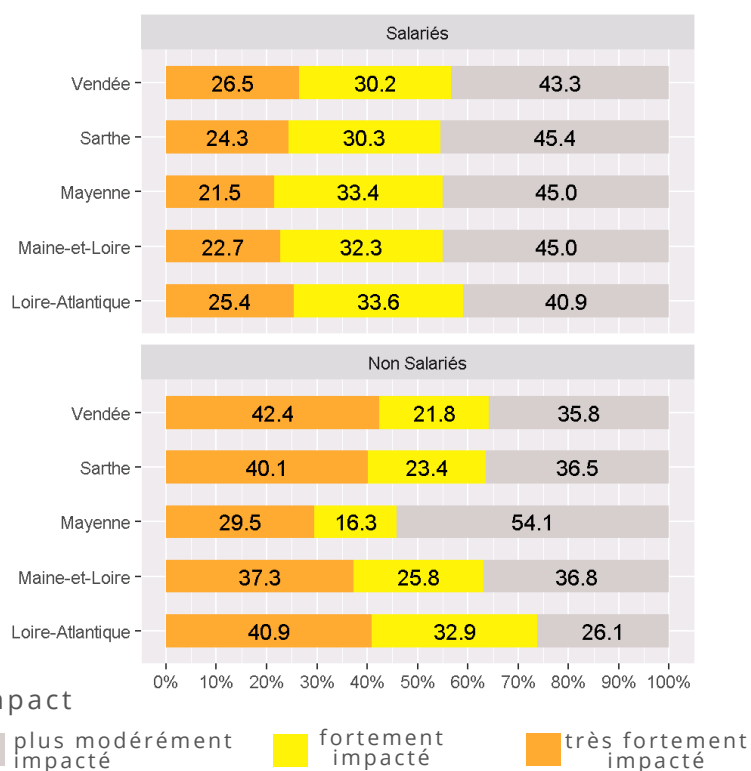
*Source : Insee, Clap 2015, emploi salarié au 31/12, bases non-salariés 2015, non-salariés à titre principal actifs au 31/12.*

## RÉPARTITION DES SALARIÉS PAR TAILLE D'ÉTABLISSEMENT

RÉPARTITION DES SALARIÉS EN FONCTION DU NIVEAU D'IMPACT SECTORIEL ET DE LA TAILLE DE L'ÉTABLISSEMENT



## RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR NIVEAU D'IMPACT DES SECTEURS

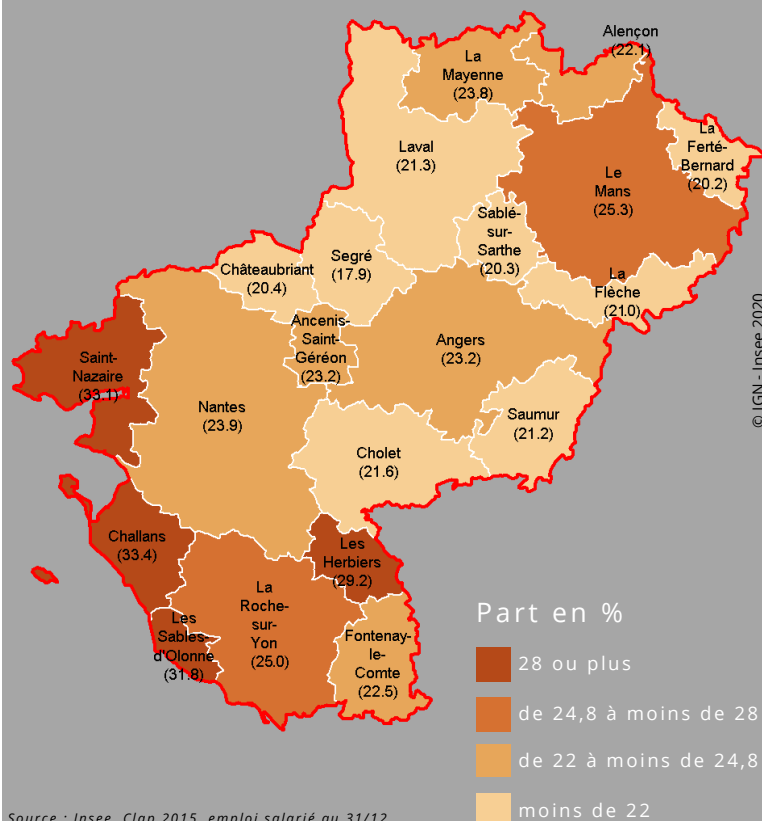


# 71 %

DES SALARIÉS TRÈS FORTEMENT IMPACTÉS TRAVAILLENT DANS UN ÉTABLISSEMENT DE MOINS DE 50 SALARIÉS

## IMPACT AU NIVEAU ZONE D'EMPLOI

PART DE L'EMPLOI DES SECTEURS TRÈS FORTEMENT IMPACTÉS



Source : Insee, Clap 2015, emploi salarié au 31/12.

L'exposition des territoires est liée au poids de l'hébergement-restauration mais aussi de la construction et du commerce non alimentaire, secteurs très fortement impactés.

## Méthodologies, sources, définitions

### Encadré méthodologique 1

La méthode consiste à appliquer les évolutions sectorielles nationales à la structure de chaque territoire, cette structure étant celle de la valeur ajoutée des économies régionales et départementales. Selon cette méthode, le fait qu'un territoire est fortement doté en une activité ayant subi un choc très brutal contribue mécaniquement à générer un impact élevé sur son économie. La somme des contributions de tous les secteurs permet d'estimer l'impact global sur l'économie régionale ou départementale.

Cette estimation si éclairante soit-elle comporte des limites : elle ne peut être réalisée à un niveau sectoriel fin et masque donc les disparités entre les activités d'un même secteur, elle ne peut intégrer les différences de comportement des entreprises dans les territoires, elle ne peut tenir compte des variations de la demande des résidents qui s'adresse à l'économie présentielle dans les territoires.

## Encadré méthodologique 2

Les secteurs économiques ont été classés selon l'intensité de la baisse d'activité qu'ils connaissent au niveau national selon la note de conjoncture de l'Insee du 23 avril. Cette classification s'est appuyée sur les éléments fournis par l'analyse de la baisse d'activité au niveau national avec l'approche du PIB et la connaissance des fermetures réglementaires. L'étude a été réalisée sur les établissements et non les entreprises. On considère donc ici le secteur de chaque établissement (APET) et non celui de l'entreprise (APEN).

### Secteurs dont l'activité est réduite d'au moins deux tiers (très fortement impactés) :

Fabrication matériel transport, cokéfaction :  
C19 : cokéfaction et raffinage  
C29: Industrie automobile  
C30: Fabrication d'autres matériels de transport  
Construction :  
F41: Construction de bâtiments  
F42: Génie civil  
F43: Travaux de construction spécialisés  
Commerce non alimentaire :  
G45: Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles  
G46:hors 46.2 et 46.3 : Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles hors commerce de gros de produits agricoles bruts et d'animaux vivants (46.2) et commerce de gros de produits alimentaires, boissons et tabac (46.3)  
G47, hors 47.11 et 47.2 : Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles hors commerce de détail non spécialisé à prédominance alimentaire (47.11) et commerce de détail alimentaire en magasin spécialisé (47.2)  
Hébergement restauration :  
I55: Hébergement  
I56: Restauration  
Autres activités de services :  
N78, uniquement 78.2 : activités des agences de travail temporaire  
R90: Activités créatives, artistiques et de spectacle  
R91: Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles  
R92: Organisation de jeux de hasard et d'argent  
R93: Activités sportives, récréatives et de loisirs  
S94: Activités des organisations associatives  
S95: Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques  
S96: Autres services personnels  
T97: Activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique  
T98: Activités indifférenciées des ménages en tant que producteurs de biens et services pour usage propre  
U99: Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

### Secteurs dont l'activité est réduite d'un tiers à moins de deux tiers (fortement impactés)

Fabrication équipements, machines :  
C26: Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques  
C27: Fabrication d'équipements électriques  
C28 : Fabrication de machines et équipements  
Fabrication autres produits industriels hors pharmacie :  
C13: Fabrication de textiles  
C14: Industrie de l'habillement  
C15: Industrie du cuir et de la chaussure  
C16: Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie  
C17: Industrie du papier et du carton  
C18: Imprimerie et reproduction d'enregistrements  
C20: Industrie chimique  
C22: Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique  
C23: Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques  
C24: Métallurgie  
C25: Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements  
C31: Fabrication de meubles  
C32: Autres industries manufacturières  
C33: Réparation et installation de machines et d'équipements  
Transport entreposage :  
H49: Transports terrestres et transport par conduites  
H50: Transports par eau  
H51: Transports aériens  
H52: Entreposage et services auxiliaires des transports  
H53: Activités de poste et de courrier  
Production films, programmation activités informatiques :  
J59: Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale  
J62 : Programmation, conseil et autres activités informatiques  
Activités immobilières :  
L68: Activités immobilières  
Activités scientifiques, services administratifs :  
M69: Activités juridiques et comptables  
M70: Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion  
M71: Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques  
M72: Recherche-développement scientifique  
M73: Publicité et études de marché  
M74: Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques  
M75: Activités vétérinaires  
N77: Activités de location et location-bail  
N78,hors 78.2 : Activités liées à l'emploi hors agences de travail temporaire  
N79: Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes  
N80: Enquêtes et sécurité  
N81: Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager  
N82: Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises  
Enseignement culturel, médecins et dentistes, action sociale sans hbt  
85.5: Autres activités d'enseignement (disciplines sportives,activités de loisir, enseignement culturel, enseignement de la conduite,...)  
86.2: Activités des médecins et des dentistes  
Q88: Action sociale sans hébergement.

### Les autres secteurs sont considérés comme plus modérément impactés

Les emplois salariés sont issus de Clap 2015, effectifs au 31 décembre. Les emplois non salariés sont issus de la base non-salariés 2015. On conserve les non-salariés à titre principal en activité au 31 décembre. Les effectifs d'emplois intérimaires sont issus des estimations d'emploi localisées au 4ème trimestre 2015.

## Encadré méthodologique 3

Les données agrégées utilisées dans cette fiche proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites. Les données utilisées concernent tout détenteur de carte bancaire CB sur le territoire français, ce qui, outre les ménages, peut recouvrir aussi des entreprises. Ces données ne recouvrent pas les transactions réalisées par d'autres moyens de paiement (espèces, chèque, ticket restaurant, etc.). De plus, à l'inverse des données utilisées à l'échelle nationale, notamment dans l'estimation de la perte de consommation des ménages, les données départementales intègrent certaines transactions non assimilables à de la consommation (dons à des associations, achat de timbres fiscaux, etc.). Enfin, les transactions à distance (notamment celles sur internet) ne sont pas prises en compte.

**Direction régionale de l'Insee Pays de la Loire**  
**bureau-presse-pays-de-loire@insee.fr**